

PRÉFECTURE DE L'EURE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
de la RÉGLEMENTATION
et de l'ENVIRONNEMENT

2ème BUREAU

27022 ÉVREUX CÉDEX
Tél. 32-39-40-90 et 32-33-25-00
TÉLEX 180904 PRÉFEUR ÉVREUX
Poste N° 1232

Référence
à
rappeler

A G	B 2/n°80
-----	----------

*! dossier archu
en 2002*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*à cer
(doc. remis par
HB le 22/2/010)*

*B
E*

ÉVREUX, LE

AP 31. 8. 90

*troué
(APLIFIL)*

LE PREFET DE L'EURE,

VU :

La loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de ladite loi et du titre 1er de la loi n° 64-1215 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

La pétition en date du 1er décembre 1988, par laquelle la Société TRASEL sollicite l'autorisation de créer un atelier de traitement de surfaces sur la Z.I. de Broglie ;

Le dossier joint à la demande, notamment l'étude d'impact et les plans ;

L'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 27 mars 1989 ;

L'arrêté préfectoral du 5 mai 1989, prescrivant une enquête publique du 5 juin 1989 au 5 juillet 1989 ;

Les résultats de l'enquête et l'avis de M. Lucien CHOPIN, commissaire-enquêteur ;

Les délibérations des conseils municipaux de Broglie et de Grandcamp ;

L'avis des directeurs départementaux des services consultés :

- agriculture et forêt,
- incendie et secours,
- affaires sanitaires et sociales,
- travail, emploi et politique sociale agricole,
- équipement ;

L'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 19 juin 1990 ;

.../...

Les observations présentées par la Société TRASEL sur le projet d'arrêté qui lui a été adressé, concernant les modifications de son projet ;

Les arrêtés préfectoraux des 3 octobre 1989 et 3 avril 1990, prorogeant les délais d'instruction de la demande susvisée ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

- A R R E T E -

Article 1er.- La société TRASEL est autorisée, conformément aux plans et documents joints à la demande, à créer et exploiter un établissement de traitement de surfaces sur la Z.I. de Broglie.

Article 2.- La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

Article 3.- L'exploitant ne pourra donner aucune extension à son établissement avant d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.

Article 4.- La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Elle cesserait d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait à compter du jour de sa notification, un délai de trois ans avant que l'établissement ait été mis en activité, ou si son exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 5.- Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 6.- Le présent arrêté sera notifié à la société TRASEL par M. le maire de Broglie.

Un extrait dudit arrêté énumérant notamment les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.


Article 7.- Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie et de la recherche et le maire de Broglie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

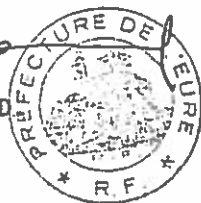
Ampliation dudit arrêté sera également adressée :

- au sous-préfet de Bernay,
- à l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R. - Evreux 3),
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- aux maires de Grandcamp, Ferrières-Saint-Hilaire et St-Quentin-des-Isles.

Evreux, le 31 août 1990

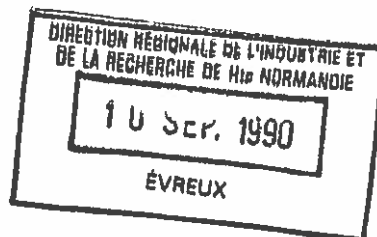
pour ampliation :
l'attaché de préfecture,
chef de bureau,


M. DINDINAUD



pour le Préfet,
le secrétaire général,

Patrick DEGUIGNET.



MJ

P R E S C R I P T I O N S

Société TRASEL
Zone Industrielle
Broglie

Atelier de traitements de surfaces

A-PRESRIPTIONS GENERALES

1') L'établissement sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions suivantes.

Tout projet de modification de ces plans devra avant sa réalisation faire l'objet d'une demande au Préfet.

2') L'activité de la société consiste au traitement électrolytique des métaux. L'établissement disposera de deux chaînes de traitement: nickelage-chromage et polissage électrolytique.

3') L'établissement est soumis à autorisation et se range sous le numéro suivant de la nomenclature des installations classées :

une et
ne au hôte
Tj

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime
288-1er	Traitement électrolytique ou chimique des métaux, lorsque le volume des cuves de traitement est supérieur à 1500 l :		A
	- une chaîne de chromage-nickelage	12 600 l	
	- une chaîne de polissage électrolytique	7 100 l	
	Total	19 700 l	

AIR

4') Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

BRUIT

5') L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou à la sécurité du voisinage, ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Le niveau sonore en limite de propriété, quelque soit son origine, ne devra pas excéder :

- 65 dBA entre 7 h et 20 heures,
- 60 dBA entre 6 h et 7 heures, 20 h et 22 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés,
- 55 dBA entre 22 h et 6 heures.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (décret du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleur, etc.), gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

DECHETS

6°) Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets produits par l'établissement seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi n° 76 663 du 19 Juillet 1976.

L'exploitant tiendra une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel seront rapportées les informations suivantes sera tenu :

- types et quantités de déchets produits,
- noms des entreprises assurant les enlèvements,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- noms des entreprises assurant le traitement des déchets,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination.

Chet | L'exploitant fera parvenir trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées un bilan de la production des déchets pour son établissement sous la forme du bordereau correspondant à l'annexe 4-1 de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

En l'absence d'autorisation préfectorale, toute incinération est interdite.

SECURITE

7°) L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, poteaux d'incendie, robinets d'incendie armés, seaux, pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles... Les matériels employés seront adaptés aux risques encourus et en nombre suffisant.

L'exploitant prendra toutes précautions ou dispositions afin de garantir et d'assurer en toutes circonstances aux services d'incendie et de secours d'une part le libre accès à l'intérieur de l'établissement et d'autre part l'espace nécessaire aux manoeuvres des véhicules ou engins d'intervention.

Ann / L'exploitant disposera en particulier d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ à proximité immédiate de son établissement.

8°) L'installation électrique sera élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans des établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Elle devra en outre être conçue et réalisée de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Cette installation sera contrôlée périodiquement par un organisme agréé, les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

POLLUTION DE L'EAU

9°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

10°) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (tels que rupture de récipient, canalisation, renversement accidentel...) déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels. Leur évacuation éventuelle après accident ne pourra être effectuée qu'après vérification de l'absence de concentrations nocives en matières polluantes, dangereuses ou toxiques.

11-1°) Le débit maximum à ne pas dépasser au rejet sera de 1,9 m³/heure (15 m³/jour) et doit ainsi respecter la norme maximale de 8 l/fr/m² (fr = nombre de fonctions de rinçage, m² = surface en m² des pièces traitées).

11-2°) Les concentrations et flux maximum journaliers à ne pas dépasser sont les suivants :

copie n°3

paramètres	Concentrations (mg/l)	flux (g/jour) pour un débit de 15 m ³ /jour
Cr6+	0,1	1,5
Cr3+	3	45
Ni	5	75
Fe	5	75
Zn	5	75
Métaux totaux	15	225
Nitrites	1	15
MeS	30	450
P	10	150
DCO	150	2250
Hydrocarbures totaux	5	75

Le rejet devra en outre respecter les caractéristiques suivantes :

- Le pH doit être compris entre 6,5 et 9,
- La température doit être inférieure à 30°C.

11-3') Les effluents épurés respectant les valeurs précisées aux articles 11-1' et 11-2' seront rejetés dans la rivière "la Charentonne".

Les dispositifs de rejet seront conçus de manière à réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur, à leurs abords en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de ceux-ci.

Les dispositifs de rejet seront aménagés de manière à permettre la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillons représentatifs des rejets.

Ils devront être commodément accessibles à l'organisme mandaté par l'Inspecteur des Installations Classées pour procéder à l'opération de prélèvements et de mesures.

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par les contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'administration.

L'Inspecteur des Installations Classées et le service chargé de la Police des Eaux s'informent mutuellement des résultats des contrôles qu'ils réalisent sur les effluents ou leurs effets sur les caractéristiques du milieu récepteur.

Tout fait de pollution accidentelle devra être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du service de la Police des Eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant devra procéder à une surveillance de ses rejets aqueux. Celle-ci devra permettre un suivi des paramètres les plus importants ; ses modalités seront définies en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

CONTROLES

12') L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

B- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1°) L'atelier de traitements de surfaces comportera les installations suivantes :

- a) une chaîne de chromage - nickelage de volume total des bains de traitement de 12 600 l, de 30 m²/h, avec 6 fonctions de rinçage,
- b) une chaîne de polissage électrolytique de volume total des bains de traitement de 7 100 l, de 15 m²/h, avec 4 fonctions de rinçage.

Ces installations devront être équipées et exploitées en respectant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 Septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surfaces, et en particulier les suivantes :

POLLUTION DE L'EAU

2°) Les modes de rejets possibles

2-1 : tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration,...) total ou partiel est interdit.

Tout déversement à l'intérieur des périmètres de protection des gites conchylicoles et des périmètres rapprochés des prises d'eau est interdit.

2-2 : les rejets d'eaux résiduaires doivent se faire exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les normes de rejets fixées à l'article 11 du présent arrêté préfectoral.

2-3 : Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et, d'une manière générale, les eaux usées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre du présent arrêté préfectoral.

- soit des effluents liquides destinés à être traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitée à cet effet.

3') Normes de rejets

3-1 La limitation des polluants dans les rejets aqueux doit être fondée sur la mise en oeuvre des meilleures technologies de depollution disponibles, et sur une optimisation de la gestion de l'eau dans les chaînes de traitement. Une attention particulière doit être accordée aux possibilités de recyclage et de régénération des bains et des eaux de rinçage des pièces.

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible pour respecter la norme précisée à l'article 11.

Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de rinçage,
- des vidanges des cuves de rinçage,
- des éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents.
- des vidanges des cuves de traitement,
- des eaux de lavage des sols,
- des effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de refroidissement,
- des eaux pluviales.

4') Surveillance, contrôles

4-1 Auto-surveillance

4-1-1 : Un contrôle en continu est effectué sur les effluents avant rejet. Il porte sur les débits et le pH.

- Le pH est mesuré et enregistré en continu. Les enregistrements sont archivés pendant une durée d'au moins cinq ans.

- Le débit journalier est consigné sur un support prévu à cet effet. Ces valeurs seront archivées pendant une durée d'au moins cinq ans.

4-1-2 : Des contrôles du niveau des rejets en métaux sont réalisés par l'exploitant sur un échantillon moyen représentatif de la période considérée. Les résultats de ces contrôles sont archivés sur un support prévu à cet effet.

4-1-2-a : des contrôles réalisés par des méthodes simples, doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux normes de rejet fixées. Ces contrôles sont effectués :

Ni, Cr, Fe (- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en chrome hexavalent,

- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau rejets en métaux (Cr3+, Ni, fer).

4-1-2-b : Des contrôles, réalisés suivant les normes AFNOR dans ce domaine, doivent permettre de déterminer le niveau des métaux dans les rejets. Ces contrôles sont réalisés une fois par trimestre.

4-2 Une synthèse de ces résultats d'auto surveillance ainsi que des commentaires éventuels sont adressés mensuellement à l'inspection des installations classées.

4-3 Des contrôles trimestriels portant sur l'ensemble des paramètres nécessaires pour apprécier la qualité du rejet au regard de la protection de l'environnement seront effectués sur un échantillon moyen représentatif du rejet sur une période de 24 h.

Ces contrôles seront effectués avant rejet à l'aval de la station de traitement.

4-4 Les mesures, contrôles et analyses définis au présent article sont à la charge de l'exploitant.

5) Aménagement de l'atelier

5-1 Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage..) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature en solution sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

5-2 Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation, et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

5-3 Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

(sel, salin)
5-4 Les réserves de produits sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée.

A/m
5-5 Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

5-6 L'alimentation en eau de l'atelier sera munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

5-7 La détoxification des eaux résiduaires est effectuée en continu.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués en continu.

L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification sera aménagé pour permettre l'exécution des prélèvements.

*avec alarme
pour signaler
le rejet d'effluents
non conformes aux limites
du pH et entraîner
automatiquement l'arrêt
immédiat de l'alimentation en eau.*
5-8 Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.

6') Exploitation de l'atelier

6-1 Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisation...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

6-2 Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé, a accès au dépôt de produits.

Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

6-3 Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

La liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité.

Les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport.

La nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation.

Les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance.

Les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

6-4 L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande.

6-5 Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

7°) Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au dessus des bains doivent être captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

8') Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

9') Le débit d'aspiration sur les cuves des chaînes de traitement sera au minimum de 25000 m³/h en cohérence avec les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

des échantillons
10') Les effluents aspirés doivent être épurés au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeur, etc...) pour satisfaire aux exigences de l'article 11 des présentes prescriptions :

11') Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

Acidité totale, exprimée en H	0,5 mg/Nm ³
Crtotal	1 mg/Nm ³
Alcalins, exprimés en OH-	10 mg/Nm ³
NOx, exprimés en NO ₂	100 ppm

*à l'usage
de l'analyse chimique*
12') Il y a lieu d'assurer une optimisation des débits d'eaux de lavage.

Les eaux de lavage des gaz et les effluents extraits des dévésiculeurs sont des effluents susceptibles de contenir des toxiques. Ils doivent être recyclés et traités avant rejet.

13-1 Autosurveillance

Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant.

L'autosurveillance porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage (niveau d'eau...).

- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an.

13-2 Contrôle

Un contrôle des performances effectives de l'installation de lavage des gaz sera réalisé dès la notification de l'arrêté préfectoral.

DECHETS

14') Sont soumis aux dispositions de ce titre tous les déchets de l'atelier de traitement de surface dans lequel sont compris notamment l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc...).

15') Les déchets de l'atelier de traitement de surface doivent impérativement être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

16') Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. Notamment toutes les prescriptions imposées pour le stockage et l'emploi des produits de traitement doivent être respectées.

17') L'exploitant de l'atelier producteur des déchets, doit veiller à leur bonne élimination même s'il a recours au service de tiers : il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier. L'Inspecteur peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande.

18') Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

DIVERS

19') Les opérations de livraison des produits seront effectuées selon toutes les précautions nécessaires à l'intérieur de l'atelier et sur rétention.

20') L'exploitant disposera d'une cuve dite de sécurité de 20 m³ de capacité destinée à recueillir en cas d'incident les eaux polluées.

21°) Un disconnecteur permettant de pallier les éventuels phénomènes de retour d'eaux usées dans le réseau d'adduction public devra être installé conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

22°) Un relais électrique sera installé. Il interdira la mise sous tension des chaînes de traitement en cas de panne des dispositifs d'aspiration et de ventilation.

22°) Une équipe de premier secours sera constituée au sein de l'établissement.

23°) L'ouvrage d'épuration des eaux résiduaires sera complété par un dispositif de filtration finale sur sable.

24°) Une pancarte sera installée au droit du rejet dans la rivière, indiquant qu'un regard de prélèvement existe sur la conduite, dans l'enceinte de l'établissement TRASEL.

VU pour être annexé à mon arrêté
en date du **31 AOUT 1990**

